

Etude sur le secteur et les filières de production des matériaux et produits bio-sourcés utilisés dans la construction (à l'exception du bois)

Etude réalisée par Nomadéis pour le compte du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, DGALN – PUCA (contacts : Jean-Michel Grosselin, François Ménard)

Partie 2 : Analyse des dynamiques régionales de soutien au développement des filières

**** RESUME ****

Décembre 2012



Directeurs Associés responsables de projet :

Cédric Baecher - cedric.baecher@nomadeis.com

06 19 97 64 60

Nicolas Dutreix - nicolas.dutreix@nomadeis.com

06 62 28 39 17

Le présent rapport clôture la seconde phase d'une étude menée par Nomadéis pour le compte du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (DGALN – PUCA). La première phase avait pour objectif de **mener un état des lieux économique** du secteur et des filières de production des matériaux et produits bio-sourcés utilisés dans la construction (à l'exception du bois). La seconde phase avait pour objectif **d'analyser les dynamiques régionales** à l'œuvre, pour le soutien au développement de ces filières, et d'apporter aux pouvoirs publics un éclairage sur les politiques d'accompagnement à mettre en œuvre.

Ce rapport recense en premier lieu les freins, obstacles et défis rencontrés dans les processus de développement local des filières de matériaux de construction bio-sourcés. Il présente ensuite les principaux acteurs impliqués localement dans le développement de ces filières, avec leurs objectifs, leur rôle et le type d'actions qu'ils entreprennent. Puis il présente des exemples de dispositifs mis en œuvre sur le terrain, analyse les logiques régionales de soutien aux filières et propose un essai de typologie des stratégies d'action régionales. Enfin, il relaie les attentes exprimées par les acteurs rencontrés vis-à-vis des pouvoirs publics, et conclut par des recommandations opérationnelles.

Cette analyse des dynamiques locales constitue un volet essentiel de l'étude menée. **Sans prétendre à l'exhaustivité, elle ambitionne de souligner la diversité et la complémentarité des approches possibles, selon les caractéristiques (ressources disponibles, tissu économique, histoire, etc.) et les besoins propres à chaque région (emploi, formation, innovation, etc.).**

L'implication des collectivités françaises dans le développement des filières de matériaux de construction bio-sourcés est relativement récente. Peu d'entre elles disposent à l'heure actuelle de stratégies pluriannuelles dédiées, bien qu'un nombre croissant d'actions concrètes soient entreprises, à l'initiative notamment des régions. Les facteurs motivant leur engagement sont variés et **dépendent fortement du contexte territorial**. Il est cependant possible de faire ressortir certains « profils » selon les ambitions portées et les actions entreprises en conséquence. Il semble que de plus en plus de régions tendent à placer **la thématique de l'emploi** au cœur de leur approche relative au développement de ces filières. **L'attractivité territoriale** est également au cœur des préoccupations locales (les porteurs de projets recherchant des conditions optimales pour lancer leurs activités).

Les **écosystèmes d'acteurs** intervenant dans le développement des filières de produits et matériaux de construction bio-sourcés au niveau régional sont complexes et variables d'une région à l'autre et d'une filière à l'autre. Au-delà de l'identification des acteurs à proprement parler, un enjeu clé consiste donc à bien comprendre les principales dynamiques de leur interaction, et les moyens mobilisables pour faciliter leur mise en réseau et leur fédération autour d'objectifs communs. Les dynamiques qui semblent aujourd'hui prévaloir sont des **dynamiques « de bas en haut »**, reposant sur une approche pragmatique et une prise en main par les acteurs économiques eux-mêmes.

Les initiatives identifiées dans les régions étudiées répondent majoritairement à **quatre principaux objectifs clés** : mutualisation et mise en réseau des acteurs, développement de l'offre de matériaux, renforcement de l'offre et des compétences de mise en œuvre, accroissement de la demande de la maîtrise d'ouvrage. On observe que les enjeux relatifs à l'offre tendent à être plus souvent pris en compte que ceux relatifs au développement de la demande. De façon générale, les initiatives sont **en**

évolution permanente et il est souvent difficile d'en tenir à jour une cartographie précise (selon les objectifs visés, les acteurs impliqués, les résultats obtenus). La **définition de plans d'actions régionaux ouverts et concertés**, processus déjà à l'œuvre dans certaines régions, constitue une étape essentielle pour identifier les maillons manquants des chaînes de valeur locales et renforcer la coordination et la portée des initiatives existantes, dans une logique pragmatique de mutualisation des moyens à l'échelle des territoires. Des attentes sont clairement exprimées dans ce sens par de nombreux acteurs rencontrés sur le terrain.

Si un important travail a été accompli **à l'amont des filières** (conception, règles professionnelles, avis techniques, démarches qualité, etc.), souvent grâce à des partenariats impliquant des entreprises et des centres de ressources, il appartient aux professionnels de poursuivre l'effort de **structuration en aval** (pour progresser vers une reconnaissance massive des produits par le marché et l'ensemble de ses acteurs, distributeurs, usagers, etc.). Les **acteurs du secteur du bâtiment** (maîtres d'œuvre, artisans, maîtres d'ouvrage, particuliers, etc.) joueront vraisemblablement un rôle fondamental dans ce sens, bien que leur taille souvent restreinte soit susceptible de rendre leur mobilisation plus difficile. Les principaux réseaux (CAPEB, FFB, Ordre des Architectes, etc.) et leurs antennes locales constituent des prescripteurs clés pour accélérer la structuration aval des filières.

A l'amont, le **renforcement du dialogue avec les acteurs du monde rural** apparaît également comme une dimension essentielle, notamment pour rassurer les producteurs sur l'existence concrète de débouchés suffisants et stables sur le long terme, lever les inquiétudes quant à une forme de « dévoiement » des matières premières vers des usages encore souvent perçus comme « peu nobles » (marchés de la construction), démontrer la possibilité d'un partage équitable de la valeur ajoutée, et *in fine* « déverrouiller » les gisements de matières premières. L'organisation de rencontres ou encore de visites techniques réunissant des acteurs du monde agricole, des porteurs de projets et des représentants de l'Etat et/ou des collectivités constitue un outil simple mais important pour permettre aux acteurs de mieux se connaître et de prendre conscience de l'existence d'opportunités communes et de synergies à valoriser. Les Chambres d'Agriculture, les Directions Régionales de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt sont à ce titre des acteurs essentiels pour faciliter la mobilisation des acteurs du monde rural.

Au-delà de l'appellation commune, la **diversité des filières bio-sourcées** et des termes employés pour évoquer les matériaux et produits concernés (éco-matériaux, agro-matériaux, etc.) rendent parfois difficile, pour les acteurs locaux, la compréhension claire des enjeux communs, en termes notamment de **changement d'échelle** (de l'auto-construction au grand public). Il s'agit pourtant d'une étape essentielle pour élaborer et porter des argumentaires commerciaux efficaces. L'argument « bio-sourcé » (i.e. la mise en avant de l'origine naturelle) ne semble pas toujours être le plus efficace pour rassembler le plus grand nombre d'acteurs et amorcer des dynamiques de coopération vertueuses. D'autres arguments complémentaires, relatifs par exemple aux notions d'économie circulaire, d'écologie industrielle, ou encore de développement d'emplois non-délocalisables pourraient également être explorés.

Enfin, au-delà de la réalité d'une forme de concurrence entre territoires pour identifier et attirer des porteurs de projets susceptibles de contribuer efficacement à la structuration et au développement local des filières de matériaux et produits de construction bio-sourcés, la recherche et la valorisation

de **synergies interdépartementales et interrégionales** doit constituer une priorité. Ce dans une logique pragmatique de valorisation optimale des ressources locales, et de mutualisation des outils existants (transformation, distribution, etc.).

En conclusion, le développement des filières bio-sourcées constitue une opportunité formidable pour les territoires, du fait de la diversité des acteurs concernés et par conséquent des **effets d'entraînement** qui peuvent être recherchés et valorisés. Il constitue très certainement un axe stratégique majeur pour valoriser de nouveaux **relais de croissance** locaux, et bâtir une nouvelle forme de **résilience** pour l'ensemble des acteurs économiques mais aussi politiques et sociaux.

Les acteurs rencontrés dans les régions étudiées ont fait part avec dynamisme et enthousiasme de leurs expériences, qui répondent le plus souvent à deux logiques clés : **pragmatisme des acteurs professionnels** d'une part, **volontarisme des pouvoirs publics** d'autre part, ces deux logiques se rejoignant a fortiori dans un contexte national difficile au plan économique et social.

Pour les collectivités locales, au premier rang desquelles les Régions, le principal défi consiste véritablement à orchestrer les dynamiques à l'œuvre, d'abord en contribuant à faire émerger une **vision partagée** qui prenne en compte les spécificités du territoire (ses forces, mais aussi ses faiblesses), ensuite en identifiant les « **points d'appui** » les plus porteurs et les plus légitimes pour leur donner les moyens d'agir efficacement, enfin en mettant tout en œuvre pour lever les principaux **obstacles** (de toute nature) susceptibles de freiner le développement des filières (maillons manquants dans les chaînes de valeur, incompréhensions latentes entre acteurs et familles d'acteurs, divergences politiques voire concurrence entre échelles territoriales, etc.).

Au-delà des besoins encore importants dans le champ de la recherche et de l'innovation, aussi bien sur les matériaux eux-mêmes que sur leurs applications possibles et sur les méthodes et outils mobilisables pour leur mise en œuvre, on peut souligner l'importance de placer les **projets économiques concrets**, répondant à des attentes de marché clairement identifiées et paramétrées, au cœur des dynamiques locales de développement des filières bio-sourcées pour la construction. D'abord pour incarner leur réussite et la rendre visible pour le plus grand nombre. Ensuite pour bâtir progressivement un **socle de références** les plus diverses possibles, visant à rassurer les acteurs quelque soit leur profil et à créer ainsi les bases d'une confiance nécessaire pour un développement à plus grande échelle.

Pour réduire le risque d'écart entre vision politique régionale et diversité d'initiatives privées de tailles variables, la « fonction » la plus complexe, susceptible d'être prise en charge par différents profils d'acteurs selon les réalités propres à chaque écosystème régional, semble être celle « **d'ensemblier** », chargé de faire coïncider aussi souvent que cela est nécessaire les ressources disponibles avec les besoins prioritaires, d'une sphère d'influence à l'autre (professionnels de la construction, exploitants agricoles, acteurs de la formation et de l'emploi, etc.).

Une occasion unique, pour l'ensemble des services de l'Etat en territoire, de répondre de façon proactive, pragmatique et efficace aux attentes des acteurs locaux, grâce à des **partenariats opérationnels**, parfois déjà à l'œuvre, entre les équipes des DREAL, des DIRECCTE, des DRAAF et de l'ensemble de leurs partenaires.